

# La lettre d'Elsa Faucillon

Conseillère départementale de gauche

Gennevilliers • Villeneuve-La-Garenne • Boucle Nord



## Édito

### La Solidarité au régime!

L'exclusion, le sentiment d'injustice: c'est sur ce terreau que pousse le ressentiment, que grandissent les frustrations, la colère, les pires instincts. Laisser s'installer des inégalités délirantes, fragiliser encore davantage ceux qui ont justement besoin des solidarités, c'est mettre en péril toute la société.

C'est pourtant ce que ne cesse de mettre en œuvre la majorité de droite du Conseil départemental. Alors que des moyens très conséquents existent, elle organise des coupes dans toutes les politiques sociales. Leur choix est celui de la suppression des protections du collectif, préférant l'individualisme à outrance, où chacun doit « gérer son risque », où chacun a la charge de sa protection sociale, et doit se prémunir seul contre les aléas de l'existence. Cela signifie: tant pis pour ceux qui ne pourront s'assurer, ils en seront pour leurs frais, aucune solidarité ne viendra les soutenir...

Avec les élus de notre groupe Front de gauche, nous œuvrons pour un choix de société solidaire, un modèle social comme capital de ceux qui n'en ont pas, et qu'il faut le défendre à toutes forces, défendre les solidarités entre les individus, les générations, les territoires. C'est ce que porte notre groupe sans relâche au travers de propositions concrètes dans l'assemblée comme dans nos pratiques de terrain.

**Elsa Faucillon,**  
Conseillère départementale,  
Conseillère municipale de Gennevilliers



**236**  
**millions d'euros**

**C'est le montant de  
l'excédent budgétaire du  
Conseil départemental.  
Pourtant la droite baisse  
les moyens de l'Action  
sociale.**

Me contacter

 [elsa-faucillon.org](http://elsa-faucillon.org)

 [efaucillon@hauts-de-seine.fr](mailto:efaucillon@hauts-de-seine.fr)

 01 47 29 33 61

 Facebook/Elsa.Faucillon  
 @ElsaFaucillon

# sur  
le terrain



### ▲ Soutien à Agrocité, février 2017

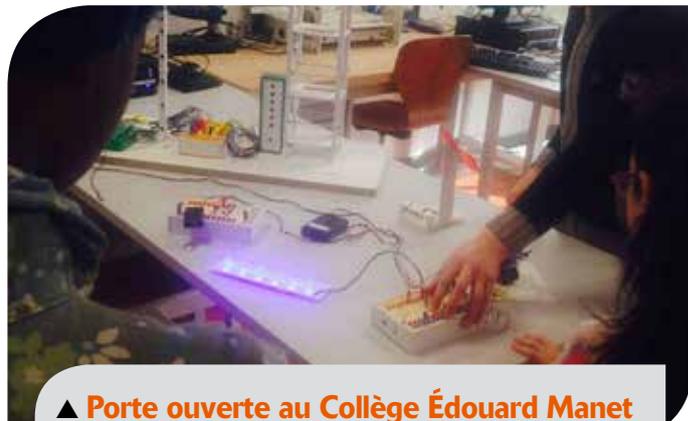
Agrocité est une ferme urbaine installée depuis de nombreuses années à Colombes, mais la Maire a décidé de construire un parking à la place! De plus ils ont été expulsés par la force sans attendre leur déménagement à Gennevilliers. ■

### Exiger la justice pour Théo

Un contrôle de police se termine par un viol accompagné de propos humiliants et racistes. C'est inacceptable! Les habitants des quartiers populaires ne sont pas des ennemis dont il faudrait se méfier et tenir à distance. Quel que soit le motif d'interpellation, la dignité de tout être humain doit être préservée si nous ne voulons pas qu'un fossé de haine et de défiance se creuse entre les forces de l'ordre et la jeunesse des quartiers populaires. ■

### Mobilisés pour le club de Kayak

J'ai écrit de nouveau au Président du Conseil départemental pour qu'une rampe de mise à l'eau soit installée rapidement sur la Seine pour permettre au Club de Kayak de Gennevilliers de s'entraîner en eau vive. ■



### ▲ Porte ouverte au Collège Édouard Manet de Villeneuve-la-Garenne



### ▲ Aux côtés de Patrice Leclerc, convoqué au Tribunal car il s'oppose aux expulsions locatives sans relogement ■

### Des logements adaptés pour les personnes porteuses de handicap

Depuis plusieurs mois, le Conseil départemental avait stoppé l'examen des demandes de subventions de l'OPH de Gennevilliers. Suite à mon intervention, le bailleur genevillois continuera de recevoir des financements pour réaliser des travaux d'adaptabilité dans les logements des personnes souffrant d'un handicap. ■



### ◀ Manifestation devant le Conseil départemental, 24 février 2017

Avec les professionnels et les usager-es des centres de PMI et de planification et d'éducation familiale, j'exige le maintien des moyens pour assurer le suivi et l'accompagnement des femmes, des couples, des bébés et des jeunes dans leur parcours de santé, de sexualité, de parentalité... ■

# ALERTE

pour les PMI

## et les Centres de Planification et d'Éducation familiale

### dans les Hauts-de-Seine



Les choix politiques du Président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine menacent la santé publique, la prévention médico-psycho-social des bébés, enfants, jeunes et de leur famille. Baisser les moyens, réduire le nombre de consultations, transférer les compétences à l'établissement public interdépartemental sont des choix politiques qui mettent en péril les missions des PMI et des Centres de Planification et d'Éducation Familiale des Hauts-de-Seine.

Créés en 1945, les PMI relèvent aujourd'hui de la compétence des départements. Ils ont vocation à protéger et à promouvoir la santé maternelle et infantile. Les professionnels des centres de PMI accompagnent les femmes enceintes. Ils veillent aussi au bon développement médico-psycho-social de l'enfant et de sa famille, soutiennent les nouveaux parents, organisent des mesures de préventions médicales, psychologiques, sociales et éducatives, individualisées ou collectives. Les professionnels mènent des actions de préventions et de dé-

pistages précoces des handicaps qui pourraient affecter le bon développement des enfants de moins de 6 ans. Ils interviennent également dans les écoles maternelles pour effectuer un bilan médical complet de tous les enfants de 4 ans. Les centres de PMI sont un service public ouvert à tous et gratuit.

Les Centres de Planification et d'Éducation Familiale sont des relais indispensables pour la santé contraceptive des femmes et des jeunes. Ils sont particulièrement adaptés à une population jeune et fragile puisque gratuité et confidentialité permettent la délivrance de contraceptif, le dépistage ou le traitement des Infections Sexuellement Transmissibles. Le CPEF est un lieu d'accompagnement et d'orientation où on peut s'exprimer sur les violences familiales, sexuelles, conjugales, sur le harcèlement, sur le mal-être.

La diminution des moyens humains et financiers des PMI et des CPEF en 2017 laisse présager une dégradation du service public de santé, que nous n'acceptons pas. ■



▲ Conférence de presse, lundi 20 février ■

Dossier



La pétition «Alerte pour les PMI et le CPEF dans les Hauts-de-Seine» rassemble déjà plus de 2 500 signatures. Elle est disponible dans les centres de PMI, de santé, au Centre de planification et d'éducation familiale, les crèches de Gennevilliers ou en ligne.

**SIGNEZ-LA!**



web

«À l'instar de l'éducation à la citoyenneté, le but des interventions des équipes du CPEF au sein des collèges pour les classes de 4<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup>, est d'apporter un soutien aux adolescents pour une meilleure construction de la personne en devenir.»

Club de Prévention

«L'afflux de nouveaux nés à suivre suite au fait qu'ils ne peuvent plus être pris en charge en PMI mène nos cabinets à l'engorgement et nous n'avons plus la possibilité d'assurer les urgences. Il n'est pas normal qu'un pédiatre soit contraint à refuser des bébés malades parce qu'il passe son temps à faire des vaccins.»

Médecin pédiatre libéral

«Nous avons aussi malheureusement eu l'occasion pendant quelques années de travailler sans ce partenariat, faute de médecin délégué à ce bilan des 4 ans et les échanges qui s'en suivent nous ont cruellement manqué pour la prévention et la détection des différentes difficultés des élèves.»

Directrice d'école maternelle



# Budget 2017, toujours plus d'économie, toujours moins d'ambition

## Le groupe Front de Gauche à l'offensive pour développer les services publics départementaux et contrer l'austérité

**E**n décembre 2016, l'Assemblée départementale a voté le budget 2017 pour le Département des Hauts-de-Seine. Ce budget est profondément injuste, et en cela, il est dangereux.

Nous sommes le département des extrêmes, le département des plus grands écarts de richesse. En effet, alors que nous sommes, après Paris, le Département le plus riche de France, où résident des ultra-riches, des grandes fortunes, des cadres supérieurs très aisés, nous sommes aussi un département dont près de 12 % de la population vit sous le seuil de pauvreté ! Et que propose la majorité départementale ?

Réductions de moyens et austérité ! Toutes les actions existantes sont revues à la baisse. Tout est fait pour chasser les plus modestes. S'il y a une augmentation moindre du nombre

de bénéficiaires du RSA, c'est parce qu'ils n'ont plus les moyens de vivre dans les Hauts-de-Seine. La Solidarité départementale est réduite à peau de chagrin. Les Espaces d'insertion, les EDAS, les PMI, les CPEF, les crèches, l'Aide Sociale à l'Enfance subissent tous des difficultés de fonctionnement dues à cette baisse.

Et il en va de même pour la culture, la jeunesse, les sports et les loisirs – dont le budget en augmentation n'est dû qu'à l'ouverture de la Cité de la Musique, tandis que le reste, les structures d'éducation culturelle, sportive, toutes ces associations riches et diversifiées qui agissent au plus près des habitants, souffrent des restrictions. Les élu-es communistes et citoyens déplorent l'absence de politique volontariste de solidarité, d'autant qu'il en résulte une gestion budgétaire absurde. En particulier pour les dépenses d'investissement qui sont financées en cash sans recours à l'emprunt, pourtant utile quand il est bien maîtrisé.



Chaque année, d'énormes excédents budgétaires sont dégagés.

La majorité départementale fait mine de déplorer la baisse de dotations de l'État aux collectivités décidée par le Gouvernement. Ce qu'elle oublie, c'est que le Président Sarkozy l'avait aussi fait et que le candidat Fillon promet encore de « Réduire les subventions aux collectivités territoriales ».

Pour contrer la dangerosité de ce budget, le Groupe Front de Gauche a proposé des solutions qui permettent de redonner du souffle aux politiques sociales, d'accompagner les plus fragiles, d'offrir à toutes et tous des services publics de qualité. ■

## PROPOSITIONS DU GROUPE FRONT DE GAUCHE ET CITOYENS

- > Département des Hauts-de-Seine = **236 M € d'excédent budgétaire en 2015 !**
- > La situation de nombreux alto-séquanais se dégrade et les inégalités se renforcent
- > Notre groupe propose de prendre en compte les mesures supplémentaires suivantes, d'un montant de 83 M € :

Prise en charge à 50 %  
de la carte Imagin'R  
**10 M€**

Installation  
de station VELIB  
dans le département  
**2 M€**

Investissement pour  
amélioration de la performance  
énergétique dans les collèges  
**20 M€**

Extension du PASS NAVIGO  
Améthyste, à **35 M€**,  
à l'ensemble  
des retraités imposables  
**25 M€**

Rénovations énergétiques  
des logements sociaux  
de Hauts-de-Seine Habitat  
**10 M€**

Révision de  
la tarification sociale  
de la restauration scolaire  
**2 M€**

Accompagnement  
social et professionnel  
des bénéficiaires du RSA  
**10 M€**

Augmentation des  
dotations de fonctionnement  
des collèges  
**2 M€**